



Annexe 3 - Fiche action "installations de valorisation de déchets"

du "[guide méthodologique de mise en œuvre](#)" du Programme régional FEDER-FSE+ 2021-2027

Fonds	FEDER
Priorité 2	Soutenir la transition écologique et vers une économie circulaire en Île-de-France.
Objectif spécifique 2.6	Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources.
Type d'action 2.6.2	Soutien à l'émergence et au développement des filières de modernisation des installations de valorisation de déchets afin de les convertir en ressources locales.
Principaux critères de sélection des projets	
Projets financés	<ul style="list-style-type: none">- Soutien à la création et l'adaptation des contenants/points d'apport pour le tri sélectif et de centres de tri pour optimiser le réemploi et la valorisation matière.- Soutien à la création de plateformes logistiques du réemploi et du recyclage (tri, massification, stockage, logistique reverse, traçabilité) pour tous types de matières/matériaux/déchets, y compris les déchets de chantiers et terres excavées.- Soutien à la création ou modernisation d'unité de préparation ou transformation pour la production de Matières premières issues du recyclage (MPIR) pour réemploi et valorisation matière.- Soutien à l'acquisition de bâtiments ou foncière, dans le respect de l'article 64 du règlement 2021/1060 (coût du bâti ou du foncier limité à 10 % du cout total éligible du projet).
Porteurs de projets (groupes cibles)	<ul style="list-style-type: none">- Collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).- Etablissements publics, dont les groupements d'intérêt public.- Sociétés publiques locales.- Sociétés d'économie mixte.- TPE, PME, leurs fédérations, les groupements d'intérêt économique et les structures de l'économie sociale et solidaire.- Pôles de compétitivité.- Associations et fondations.- Bailleurs sociaux.
Temporalité	Réalisation des opérations à partir du 1 ^{er} janvier 2023. Durée de réalisation de l'opération : entre 12 et 48 mois sauf dérogation exceptionnelle justifiée par l'AG.
Périmètre géographique	Île-de-France.
Mode de financement	Subvention.
Prise en compte des priorités transversales	L'opération doit contribuer aux quatre priorités transversales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- veiller au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des fonds ;- prendre en compte et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre ;- prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap (notamment par la prise en compte de l'accessibilité pour les personnes handicapées), l'âge ou l'orientation sexuelle ;- promouvoir le développement durable.

Analyse de la faisabilité	La faisabilité de l'opération est analysée au regard de : - la capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FEDER ; - la capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FEDER ; - la capacité de l'opérateur à respecter les obligations communautaires en termes de publicité ; - la capacité de l'opérateur à contribuer à l'atteinte des indicateurs de réalisation et de résultat.	
Modalités de mise en œuvre		
Taux d'intervention FEDER	Le taux d'intervention du FEDER doit être compris entre 30 % minimum et 40 % maximum du coût total éligible de l'opération au moment du dépôt de la demande de subvention et à l'issue de l'instruction après ajustement éventuel du plan de financement. Un taux différent pourra éventuellement être appliqué sur dérogation expresse de l'autorité de gestion.	
Coût total éligible	Le coût total éligible retenu par l'autorité de gestion ne peut pas être inférieur à 400 000 euros sauf dérogation exceptionnelle dûment justifiée.	
Options de coûts simplifiés (OCS)	OCS réglementaires	15 %, 20 %, 40 % ou 1720 heures. Ces options de coûts simplifiés réglementaires sont développées dans la Partie 3, Fiche méthode 2 " <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> ".
	OCS spécifiques	Sans objet.
Principaux postes de dépenses éligibles	<p>Les critères d'éligibilité des dépenses sont précisés dans la Partie 3, Fiche méthode 2 "<i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i>" du "guide méthodologique de mise en œuvre". Ces critères seront également rappelés dans les appels à projets.</p> <p>- Etudes directement liées et affectées à 100 % au projet ;</p> <p>- Dépenses d'investissement :</p> <ul style="list-style-type: none">travaux, équipement, infrastructure, voirie, chaine de tri, directement liées et affectées à 100 % au projet (à défaut, ces coûts seront considérés comme des coûts indirects pris en compte dans l'option de coûts simplifiés ou OCS) ;acquisition du foncier (plafond de 10 % du coût total éligible comme assiette FEDER. <p>- Prestations intellectuelles, prestations de services directement liées et affectées à 100 % au projet.</p> <p>- Dépenses de personnel (salaire brut chargé), pour les salariés dont le temps de travail mensuel affecté à l'opération est supérieur ou égal à 10 % de son temps de travail total.</p> <p>- Dépenses de communication.</p> <p><i>NB : les dépenses de fonctionnement non dédiées à l'opération ainsi que les dépenses inférieures à 250 euros sont intégrées dans un taux forfaitaire de 15%.</i></p> <p>Les dépenses de déplacement sont exclues des dépenses éligibles.</p>	
Justificatifs à produire	Au moment du dépôt de la demande	Les différentes pièces justificatives sont listées dans les annexes qui recensent les pièces obligatoires au dépôt de la demande d'aide et au moment de l'instruction. Elles seront également spécifiées dans les appels à projets, ainsi que les pièces spécifiques pour chaque thématique.
	Au moment de la remontée des dépenses	Les différentes pièces justificatives sont listées dans la Partie 3, Fiche méthode 2 " <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> " ainsi que la Fiche méthode 3 " <i>Les justificatifs participants et destinataires finaux</i> ".

Attention : Le service instructeur conserve tous les documents dans un dossier unique. Cette obligation s'applique aussi au bénéficiaire de la subvention. **En cas de contrôle, ils devront être en mesure de les fournir.**

Aides d'Etat

Le cadre réglementaire général en matière d'aides d'Etat est précisé au sein de l'annexe "*Fiche généralités aides d'Etat*" du "[guide méthodologique de mise en œuvre](#)".

L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat se fait au moment de l'instruction et de l'octroi de chaque financement lorsque la mesure d'aide est susceptible d'être qualifiée d'aide d'Etat au sens de la réglementation européenne. Si le porteur est soumis à cette réglementation compte tenu de son statut, de son activité, de la nature de l'opération et de la mesure d'aide, l'autorité de gestion vérifiera si l'aide est compatible avec les règles européennes.

La ou les base(s) juridique(s) exposée(s) ci-dessous constituent une indication pour l'analyse de cette compatibilité et n'engage(nt) pas l'autorité de gestion sur la qualification définitive des projets de subventions au regard de la réglementation des aides d'Etat. Il s'agit d'une indication purement informative sans valeur juridique. Seule la décision finale d'octroi engage l'autorité de gestion sous réserve que le porteur respecte l'ensemble des conditions générales et particulières régissant la mesure d'aide.

Base juridique (susceptible d'évoluer en cours de programmation) :

Les projets qualifiés hors aides d'Etat, ne respectant pas l'un des cinq critères de l'analyse aide d'Etat, se feront au cas par cas après instruction du dossier au regard de la communication sur la notion d'aides d'Etat (2016/C262/01).

Les projets entrant dans le champ des aides d'Etat pourront être soutenus sur la base d'un des textes suivants :

- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, modifié par le règlement (UE) n°2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021.
- SA.111726 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026.
- Règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020.
- Règlement (UE) n°360/2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, modifié par le règlement (UE) n°2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020.
- Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. En cas d'application du régime SIEG, l'existence d'un mandat et l'absence de surcompensation devront être vérifiées par le service instructeur de l'AG.



Si l'opération est soumise à un régime d'aide d'Etat, la règle de l'incitativité de l'aide s'applique (sauf exceptions).

Ce principe vise à garantir que l'aide constitue une incitation à développer des activités ou projets nécessaires et à exclure les aides en faveur d'activités que le bénéficiaire entreprendrait de toute façon, même en l'absence d'aide.

Ainsi, pour démontrer cet effet incitatif, le porteur de projet doit présenter une demande d'aide **avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question**, qui contient au minimum les informations suivantes :

- le nom et la taille de l'entreprise ;
- une description du projet, de sa durée et de sa localisation ;
- une liste des coûts du projet ;
- le type d'aide demandé et son montant.

Si cet effet n'est pas démontré, alors l'aide n'est pas autorisée.

Commande publique	<p>Il est nécessaire de vérifier la nature juridique de la structure porteuse du projet.</p> <p>Les personnes morales de droit public sont soumises aux règles de la commande publique (Etat, collectivité territoriale, etc..).</p> <p>Cas des personnes morales de droit privé soumises à la commande publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes morales de droit privé, créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et dont : <ul style="list-style-type: none"> a) soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ; b) soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ; c) soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur. - les organismes de droit privé constitués par des pouvoirs adjudicateurs dans l'objectif de réaliser certaines activités en commun.
--------------------------	--

Si le porteur de projet a une procédure interne d'achat, ce sont ces règles qui s'appliquent. Il est nécessaire de la transmettre au service instructeur. A défaut les règles ci-dessous s'appliquent :

- **Les porteurs de projets non soumis au code de la commande publique** doivent respecter l'**obligation de mise en concurrence** pour tout achat de biens, de fournitures ou de services figurant en dépenses directes dans le plan de financement, supérieur ou égal à 1 000 euros HT. La mise en concurrence est justifiée par la fourniture d'au moins trois demandes de devis, le(s) devis fournis et une trace écrite de la sélection du candidat (si l'offre choisie n'est pas la moins-disante).
- **Pour les porteurs de projets soumis au code de la commande publique**, pour les marchés d'une valeur estimée à moins de 40 000 euros HT (seuils qui sont amenés à évoluer), le porteur justifie qu'au moins trois devis ont été demandés, fournit le(s) devis reçus et une trace écrite de la sélection du candidat (si l'offre choisie n'est pas la moins-disante).
Au-delà de 40 000 euros HT (seuil actuel) et jusqu'aux seuils formalisés, les règles des marchés à procédure adaptée s'appliquent.

Indicateurs	Indicateurs de réalisation	RCO107 - Investissements dans des installations de collecte sélective des déchets RCO119 – Déchets préparés pour être réutilisés
	Indicateurs de résultat	RCR47 - Déchets recyclés RCR48 – Déchets utilisés comme matières premières RCR103 – Déchets collectés séparément

La définition des indicateurs et les modalités de transmission des données relatives à ces indicateurs sont indiquées dans la Fiche méthode 1 "*De la demande de subvention au conventionnement*".

Modalités de mise en œuvre

Contact	Boîte fonctionnelle : AAP-FEDER@iledefrance.fr
----------------	--